

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Brésil

### Résumé

Une publication du SER de Brasília  
Semaine du 01 avril 2024

#### Le marché du travail continue de dépasser les attentes.

Plus de 306,1 mille emplois formels ont été créés en février dernier, un résultat dépassant largement les attentes de marché. Ce résultat pourrait présager des révisions à la hausse pour les prévisions de croissance en 2024, mais pourrait également accroître les pressions sur les prix et faire basculer le cycle de baisse des taux d'intérêts actuellement mené par la Banque centrale.

#### LE CHIFFRE A RETENIR :

# 2,6 M

Le nombre de brésiliens  
qui ont émigré entre 2012  
et 2022

(Ministère des affaires  
étrangères brésilien)

#### La croissance du crédit devrait stimuler l'activité en 2024.

Le marché du crédit est en forte expansion en ce début 2024. Face à l'augmentation des prêts et à la diminution des cas des défauts depuis fin 2023, la Banque centrale a révisé à la hausse ses prévisions de croissance de l'encours de crédit pour l'année. Cela devrait stimuler l'activité et entraîner une révision des anticipations pour la croissance pour 2024.

#### La baisse de la natalité et la hausse des divorces pourraient impacter l'activité économique sur le long terme.

Le taux de natalité est en diminution au Brésil tandis que le nombre de divorces augmente rapidement selon les statistiques du registre civil. Ces évolutions pourraient avoir des répercussions variées sur l'activité économique à long terme, affectant le marché du travail, le secteur immobilier, le système de protection sociale, les finances publiques, ainsi que la consommation et l'épargne.

#### Graphique de la semaine : Evolution du taux de change du réel et du risque pays (spread souverain : EMBI +).

### Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+0,9%	-2,6%	129 292
Risque-pays (EMBI+ Br)	+8pt	+12pt	214
Taux de change BRL/USD	+0,5%	+2,6%	5,02
Taux de change BRL/€	+1,1%	+1,7%	5,44

Note : Données du jeudi à 14h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

# Actualités macro-économiques & financières

## Le marché du travail continue de dépasser les attentes.

**Le marché du travail brésilien a créé 306,1 mille emplois formels en février, dépassant largement les attentes du marché, qui tablaient sur 235 mille emplois.** Ce résultat meilleur que prévu alimente la pression à la hausse sur les prévisions pour la croissance du PIB en 2024, surtout si combiné à d'autres indicateurs tels que le marché du crédit. Sur le mois, 2,1 M embauches ont été enregistrées, contre 1,9 M de licenciements, selon les [données](#) du registre général des travailleurs et des chômeurs (CAGED) publiées par le ministère du Travail. Par rapport au mois précédent, cela représente une progression de 81,7% de créations d'emplois, où 168,5 mille emplois avaient été créés, et une hausse de 21,2% par rapport à février 2023. Le gouvernement estime que cette dynamique est amenée à se poursuivre dans les mois à venir, prévoyant la création de plus de 2 M d'emplois d'ici la fin de l'année (contre 1,5 M en 2023).

**Le taux de chômage a atteint 7,8% au cours du trimestre qui s'est achevé en février 2024,** selon les [derniers chiffres](#) de l'institut national de statistiques brésilien (IBGE). Cela représente une baisse de 0,8 p.p par rapport au même trimestre une année plus tôt, mais une hausse de 0,3 p.p. par rapport au trimestre précédent, clos en novembre 2023. Cette augmentation est associée à une hausse du nombre de demandeurs d'emploi, qui est passé à 8,5 M, soit une augmentation de 4,1% par rapport au trimestre précédent mais 7,5% de moins que l'année précédente. La population occupée

demeure stable au cours du trimestre, à 100,2 M de personnes.

**Le secteur des services a enregistré la plus grande progression,** avec plus de 193,1 mille emplois créés. Au sein de ce secteur, l'administration publique<sup>1</sup> (+93,8 mille) et les activités d'information, communication et activités financières (+50,5 mille) expliquent une partie importante de cette tendance. **Bien que la dynamique du secteur des services présage une activité soutenue pour le reste de l'année, elle pourrait toutefois alimenter l'inflation et remettre en question la politique d'assouplissement monétaire de la Banque centrale.**

**Les autres grands secteurs ont également enregistré un solde positif,** dont l'industrie (+54,4 mille), la construction (+35,1 mille), le commerce (+19,7 mille) et l'agriculture (+3,8 mille).

**Le solde d'emploi est positif pour 24 états sur 27.** Les hausses les plus significatives de l'emploi se trouvent dans les états de Sao Paulo (+101,2 mille), du Minas Gerais (+35,9 mille) et du Paraná (+33,0 mille). En revanche, les licenciements ont dépassé les embauches dans le Paraíba (-9), le Maranhão (-1,2 mille) et l'Alagoas (-2,8 mille).

**Le salaire moyen a progressé légèrement par rapport au mois précédent.** Il atteint 3 110 BRL en février 2024 (575 EUR)<sup>2</sup>, soit une hausse de 1,1% par rapport à janvier 2024. En tenant compte de l'inflation, le salaire moyen réel a augmenté de +1,4% par rapport à la même période de 2023.

## La croissance du crédit devrait stimuler l'activité en 2024.

**L'encours de crédit au secteur non financier a augmenté de 1,2% entre janvier et février 2024, et de 9,5% par rapport à février 2023,** atteignant 16 300 Mds BRL (3000 Mds EUR, soit 148% du PIB). C'est ce que montrent les

<sup>1</sup> L'administration publique contient ici la sécurité sociale, l'éducation, le santé humaine et les services sociaux.

<sup>2</sup> Les salaires sont payés sur 13 mois et 1/3.

[dernières données](#) de la Banque centrale (BCB). En février, **la croissance du crédit a été tirée notamment par la dette publique avec une hausse de 2,5% sur le mois** atteignant 6 913 BRL (soit 63% du PIB). **Les prêts accordés aux ménages ont quant à eux enregistré une hausse de 0,6% sur le mois et de 10,1% par rapport à février 2023** (totalisant 3 800 Mds BRL, soit 35% du PIB), notamment avec l'augmentation de l'encours de crédit libre<sup>3</sup> aux ménages, en hausse de 0,3% sur le mois et de 8,5% par rapport à février 2023 (selon la Confédération nationale du commerce des biens, des services et du tourisme - CNC - le crédit à la consommation, en particulier, a bondi de 18% en un an). **Les crédits aux entreprises ont atteint 5 600 Mds BRL (50,8% du PIB), en hausse de 0,5% par rapport à janvier.**

La performance du marché du crédit en ce début d'année 2024, conjuguée à l'augmentation des prêts et à la diminution des défauts de paiement depuis le troisième trimestre 2023, a conduit **la BCB à réviser à la hausse ses prévisions de croissance de l'encours de crédit pour 2024, de +8,8 % à +9,4%**<sup>4</sup>. Les crédits aux ménages devraient également maintenir une dynamique positive, avec **une prévision de croissance du crédit libre portée à 10%**, contre 9% initialement prévus. En outre, les **prévisions de croissance des crédits aux entreprises ont été relevées de 7% à 7,5%**.

**Ces révisions reflètent les effets plus importants que prévu de l'assouplissement de la politique monétaire de la BCB entamée au mois d'août dernier.** Selon le Comité de politique monétaire (Copom), le cycle du crédit est en phase de reprise et pourrait contribuer à la résilience de la consommation. En d'autres termes, **l'augmentation des prêts à la consommation, combinée à la vigueur**

<sup>3</sup> Le crédit libre ou crédit à la consommation est accordé sans conditions spécifiques quant à son utilisation. Les ménages peuvent ainsi l'utiliser pour divers besoins personnels tels que l'achat de biens de consommation courante, le financement de vacances, des projets personnels, etc. En revanche, le crédit libre se distingue

**du marché du travail, devrait stimuler la consommation des ménages et pourrait conduire à des révisions à la hausse des estimations de la croissance du PIB.** En effet, la prévision du taux de croissance a déjà été revue à la hausse et atteint désormais 1,89%, contre 1,5% en janvier.

Malgré des perspectives favorables, notamment pour l'acquisition de biens durables, **cette tendance du cycle du crédit ne se reflète pas pleinement dans les entreprises**, qui connaissent des taux de croissance plus timides. Pour pallier cette situation, **le gouvernement devrait annoncer dans les prochaines semaines de nouvelles mesures visant à améliorer l'accès au crédit pour les micros, petites et moyennes entreprises (MPMEs)**. Ces mesures incluraient trois volets principaux : (i) une nouvelle ligne de crédit pour micro-entreprises et les micro-entrepreneurs individuels, avec des taux d'intérêt inférieurs à la moyenne du marché, (ii) la renégociation des dettes du *Pronampe*, le programme national de soutien aux micro-entreprises et aux petites entreprises, et (iii) des conditions spéciales pour les entreprises dirigées par des femmes.

**La baisse de la natalité et la hausse des divorces pourraient impacter l'activité économique sur le long terme.**

**Le nombre de naissances au Brésil aurait atteint son plus bas niveau depuis 1977, totalisant 2,54 M**, selon la [dernière étude](#) de l'Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGE) portant sur les statistiques du registre civil de 2022. Le taux de natalité poursuit ainsi une quatrième année consécutive de déclin, avec une

du crédit dirigé, qui est octroyé pour une utilisation spécifique définie et/ou réglementée, telle que l'achat de voiture, de biens immobiliers, d'équipements professionnels, etc.

<sup>4</sup> [Rapport trimestriel sur l'inflation pour le mois de mars](#)

diminution de 3,5% par rapport à 2021 et de 11,4% par rapport à la moyenne observée entre 2010 et 2019. **La totalité des régions du pays ont enregistré une baisse du taux de natalité, notamment le Nordeste et le Nord**, avec des diminutions significatives de 6,7% et 3,8% respectivement. Seuls les Etats de Santa Catarina (+2,0%) et de Mato Grosso (+1,8%) ont connu une augmentation des naissances.

**L'une des multiples causes de cette baisse de la natalité est la hausse du nombre de divorces**, selon l'étude de l'IBGE. **En 2022, plus de 420 000 divorces ont été enregistrés dans le pays, soit une augmentation de 8,6% par rapport à 2021.** La durée moyenne des mariages est en baisse, passant de 16 ans en 2010 à 13,8 ans en 2022, tandis que l'âge moyen des personnes divorcées enregistre une hausse (44 ans pour les hommes et 41 ans pour les femmes en 2022, contre 43 et 39 respectivement en 2010).

**En parallèle, le nombre de mariages est en baisse depuis 2015**, avec une diminution plus marquée entre 2019 et 2020 en raison de la pandémie de Covid-19. En 2022, 970 000 mariages ont été célébrés, en hausse de 4% par rapport à 2021, mais en baisse de 14,7% par rapport à 2015. En outre, les mariages sont plus tardifs, avec une proportion croissante de personnes se mariant après l'âge de 40 ans. En 2000, 6,3% des femmes mariées étaient âgées de 40 ans ou plus, contre 24,1% en 2022. Cette évolution est également notable chez les hommes, avec 10,2% en 2000 et 30,4% en 2022.

Ces évolutions démographiques peuvent influencer l'économie brésilienne de plusieurs manières :

- i. **Sur le marché du travail**, la baisse du taux de natalité et le vieillissement de la population ont un effet sur la diminution de la population active du pays, tandis que la hausse des divorces peut avoir l'effet inverse sur la participation au marché du travail en fonction de la situation

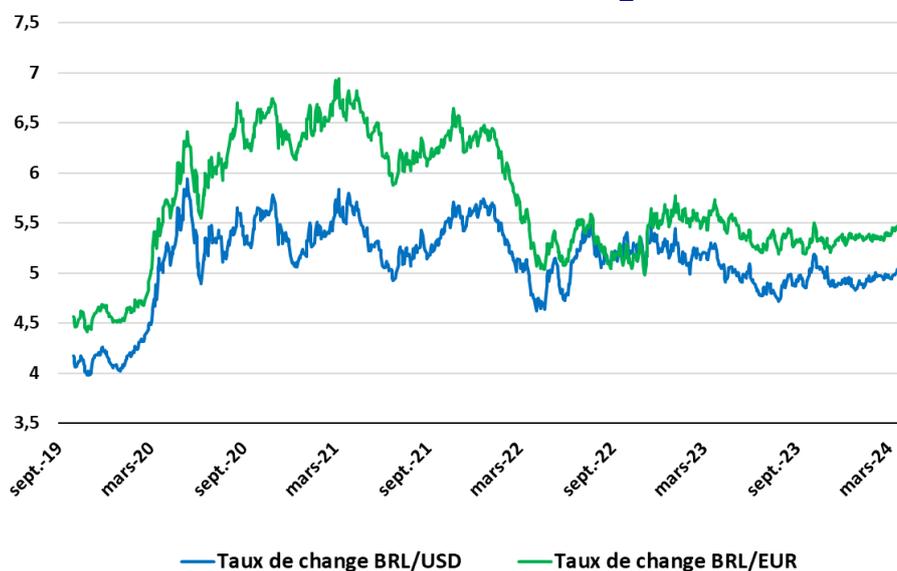
financière et familiale des individus.

- ii. **Dans le secteur de l'immobilier**, la hausse du nombre de divorces, et la diminution des mariages et leur célébration plus tardive entraînent une demande accrue de logements, avec pour effet d'augmenter le prix de l'immobilier à court terme. En revanche, la baisse du taux de natalité aurait l'effet inverse à long terme.
- iii. **Le système de sécurité sociale** pourrait également être affecté, notamment avec la diminution de la protection assurée par la famille et l'augmentation de la pauvreté due, par exemple, à l'accroissement du nombre de familles monoparentales.
- iv. En termes de finances publiques, la baisse du taux de natalité affecte la structure des âges de la société, avec une proportion croissante de personnes âgées. L'impact sur les finances publiques de l'augmentation des dépenses liées à la santé et à la retraite notamment est amplifié par la diminution de la population active.
- v. **En ce qui concerne la consommation et l'épargne**, les couples sans enfants ou divorcés peuvent avoir des habitudes de consommation différentes de celles des familles avec enfants, ce qui peut influencer les modèles de dépenses et d'épargne des ménages.

\* \* \*

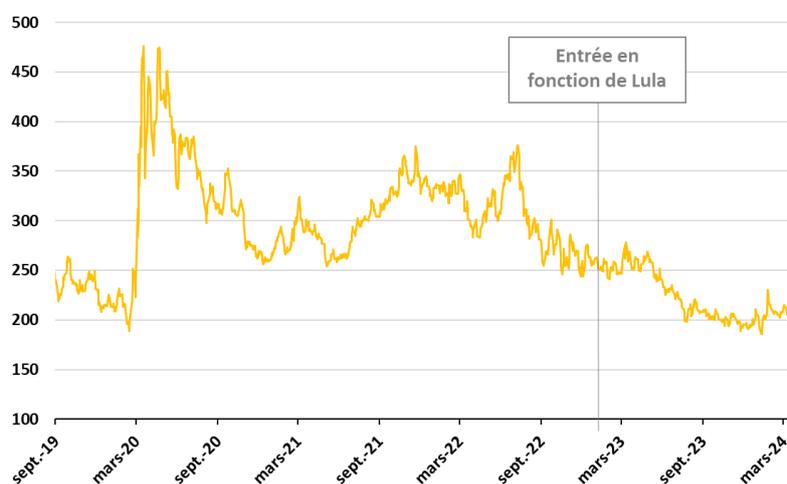
# Graphique de la semaine

## Evolution du taux de change du réal



Source : Banque centrale du Brésil

## Evolution du risque pays (spread souverain : EMBI +)



Source : JP Morgan

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Sébastien Andrieux (Chef du service économique régional de Brasilia).

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier), Célia Devant-Perrotin (Adjointe au Conseiller financier) et Alice Lebreuilly.

Abonnez-vous : [celia.devant-perrotin@dgtrésor.gouv.fr](mailto:celia.devant-perrotin@dgtrésor.gouv.fr)